

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex

Mulhouse, le 26/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETEX (ex SINIAT SA (ant LAFARGE PLATRES))**

ZONE INDUSTRIELLE  
68490 Ottmarsheim

Références : 0006700464\_2023\_01\_25\_ETEX\_Ottmars.\_VIIC  
Code AIOT : 0006700464

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement ETEX implanté ZI 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX
- ZI 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de différents types de gypses (naturel, synthétique et recyclé).

**Thèmes de l'inspection :**

- Air (suite à la notification de l'APMD du 30 mars 2023)
- Eaux souterraines
- Stockages de gypse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 9.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect VLE Hg	AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2	Sans objet
2	Plan de réduction des émissions atmosphériques en Hg (four de cuisson)	AP Complémentaire du 27/08/2018, article 6	Prescription inadaptée
3	Remise EQRS	AP Complémentaire du 27/08/2018, article 5	Sans objet
5	Stockage gypse artificiel	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 17	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le respect des valeurs limites d'émission (VLE) de mercure (Hg) dans les rejets atmosphériques pour lequel l'exploitant a été mis en demeure, les résultats remis par l'exploitant montrent que cette valeur est respectée à l'échéance de la mise en demeure.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pu remettre l'étude de risque sanitaire complète, alors qu'il s'était engagé à le faire avant fin 2023. L'étude a été remise postérieurement à l'inspection.

Il a été constaté qu'aucune surveillance des eaux souterraines n'a été réalisée.

Les volumes de gypses stockés sur la plateforme sont trop importants.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Respect VLE mercure (Hg)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/03/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la VLE sur le Hg (rejet atmosphérique)
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :  « (...) 8° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :  a) Rejets de [...] mercure [...] : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m <sup>3</sup> par métal [...] ; (...) »
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une synthèse des mesures des rejets à la cheminée du four.  La synthèse présentée faisait état de 2 dépassements de la valeur limite d'émission (0.05 mg/m <sup>3</sup> ) en mercure : * En mars 2023 : 862.7 µg/m <sup>3</sup> (0.863 mg/m <sup>3</sup> ) pour un flux de 4,3 g/h * En avril 2023 : 1190 µg/m <sup>3</sup> (1.19 mg/m <sup>3</sup> ) pour un flux horaire de 4 g/h  Les autres valeurs présentées, de mai à novembre 2023, sont conformes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 mars 2023.
<b>Observations :</b> Ces analyses sont des mesures ponctuelles. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier par ce mode de prélèvement qu'aucun rejet de mercure n'a été émis entre mai et novembre 2023. En effet, les émissions de mercure sont émises lors de la cuisson du gypse synthétique. Le service d'inspection a constaté que près de la moitié de la production de 2023 (cf. point de contrôle n°2)

a concerné du gypse synthétique. L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire interdisant l'utilisation de gypse synthétique (cf. point de contrôle n°2).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Plan de réduction des émissions atmosphériques en Hg (four de cuisson)

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/08/2018, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de réduction gypse synthétique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant substitue partiellement l'emploi, en tant que matière première dans son procédé, du gypse synthétique par du gypse naturel. Cette substitution s'effectue progressivement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 décembre 2022 selon l'échelonnement indicatif suivant :

	2019	2020	2021	2022
Gypse synthétique	85%	57%	33%	23%
Gypse naturel	0%	33%	57%	67%
Gypse recyclé	15 %	10%	10%	10%

Le pourcentage final de substitution permettra de respecter les valeurs limites relatives aux émissions atmosphériques de mercure fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé.

(...)

**Constats :**

Par courriel du 13 février 2024, l'exploitant a transmis les quantités de gypse consommées en 2023 :

FGD – Gypse synthétique : 56 957t

GN – Gypse Naturel : 38 858t

Recyclé : 25 669t

soit donc :

$56957 / (56957 + 38858 + 25669) = 47\%$  de gypse synthétique

Il apparaît donc que les consommations de gypse synthétique sont supérieures aux consommations maximales fixées pour l'année 2022, dans le cadre d'une substitution progressive du gypse synthétique par du gypse naturel.

Il y a lieu de rappeler que cette prescription avait pour but de réduire les rejets de mercure à la cheminée afin d'aboutir au respect de la valeur limite d'émission de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Cette valeur est toujours dépassée, dès lors que du gypse synthétique est cuit.

Dans une telle situation, il est proposé d'interdire l'usage de gypse synthétique, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire rédigé en ce sens sera ultérieurement proposé au préfet.

**Type de suites proposées :** Prescription inadaptée, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement au préfet

#### N° 3 : Remise EQRS

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/08/2018, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise à jour EQRS

**Prescription contrôlée :**

Étude des risques sanitaires liés aux émissions du site

L'exploitant fait réaliser une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires liés aux émissions, du site selon la démarche décrite dans le guide INERIS d'août 2013 « Évaluation de l'état

<p>des milieux et des risques sanitaires ».</p> <p>L'objectif est de disposer d'éléments d'appréciation pour la gestion des émissions du site et de leur impact sur l'environnement. L'étude précisera en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le niveau des émissions de mercure dans l'atmosphère ;</li> <li>• les enjeux locaux de protection de l'environnement et de la santé à partir des populations, des usages et des voies d'exposition constatés ;</li> <li>• l'état des milieux, leur compatibilité avec les usages constatés ;</li> <li>• les impacts de l'installation sur la santé des populations voisines.</li> </ul> <p>L'évaluation de l'état des milieux permettra de caractériser le contexte environnemental de l'installation et d'adapter les mesures de gestion des émissions au contexte local.</p> <p>L'exploitant se positionnera sur l'utilité de mettre en place un programme de surveillance des émissions dans l'environnement au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du niveau des émissions ;</li> <li>• des enjeux (populations et/ou usages à protéger) ;</li> <li>• de l'état des milieux ;</li> <li>• des niveaux d'exposition estimés au regard des repères de risque.</li> </ul> <p>L'exploitant complètera si nécessaire, en fonction des conclusions de l'étude, son programme d'actions pour réduire ses émissions.</p> <p>L'exploitant transmet, concernant l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires liés aux émissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un échéancier détaillé de la réalisation de l'étude, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• les conclusions finales de l'étude et ses propositions en découlant dans les meilleurs délais et au plus tard avant le 31 mars 2019.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, aucune mise à jour de l'étude des risques sanitaires n'a pu être remise à l'inspection. L'exploitant a cependant indiqué que l'étude était en cours. Plusieurs prélèvements dans le milieu avaient été réalisés en fin d'année 2023. Cependant, le prestataire en charge du dossier n'avait pu remettre le rapport finalisé.</p> <p>Par courriel, du 29 janvier 2024, l'exploitant a transmis des résultats partiels du dossier concernant des prélèvements de sol réalisés le 27 novembre 2024.</p> <p>Notons, que le 13 mars 2024, l'exploitant a transmis au service de l'Inspection, une mise à jour de son ERS qui fera l'objet d'une instruction ultérieure.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 4 : Surveillance eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 9.5 Eau-Surveillance des effets sur l'environnement</p> <p>Surveillance des eaux souterraines</p> <p>Une analyse trimestrielle de type C2 (analyse physico-chimique sommaire) sera réalisée sur les piézomètres installés en aval des installations de fabrication et de stockage.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de remettre d'analyse d'eaux souterraines de moins de 3 mois.</p>

<p>Les dernières mesures disponibles datent de septembre 2021, elles ont été réalisées sur le seul piézomètre présent sur le site. Celui-ci est situé au sud du site et donc à l'amont hydraulique du stockage de gypse.</p> <p>Les paramètres contrôlés sont : la température, le pH, la conductivité, la turbidité, les odeurs, la saveur, la dureté, l'Indice permanganate, les chlorures, les sulfates, les nitrates, les nitrites, l'ammonium, le mercure et le sodium.</p> <p>Le site ne dispose que d'un seul piézomètre en amont (selon le sens d'écoulement supposé de la nappe souterraine) et d'aucun piézomètre en aval.</p> <p>Ceci constitue des non conformités aux prescriptions contrôlées.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le suivi sur un seul ouvrage en amont du site ne permet pas de déterminer l'impact de l'activité du site sur la qualité de la nappe souterraine. De plus, le suivi sur un seul ouvrage ne permet pas la détermination des courbes isopièzes et donc de déterminer le sens d'écoulement de la nappe.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Stockage gypse artificiel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volume de gypse stocké</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires des stockages et des postes de déchargement du gypse artificiel devront être constitués d'un matériau étanche tel qu'enrobé bitumineux.</p> <p>La quantité maximale de gypse artificiel stocké sera de 80 000 tonnes sur une superficie maximale de 11 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, il avait été demandé à l'exploitant de préciser/expliciter la terminologie "gypse artificiel" présent dans l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001. En effet, lors de l'inspection de mars 2023, il avait été constaté que les stockages de gypse synthétique (66 683 t) additionné au stockage de gypse recyclé dépassait le maximum de 80 000t autorisé.</p> <p>S'agissant de la prescription de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001, l'exploitant précise que, selon son interprétation, la quantité maximale de 80 000t sur une surface maximale de 11 000 m<sup>2</sup> ne concerne que le gypse synthétique. En effet, il s'appuie sur les paragraphes suivants de l'article 17 de l'AP :</p> <p>"(...)</p> <p>Le gypse artificiel issu du traitement de fumées ne pourra provenir que de centrales thermiques brûlant du charbon ou de la lignite.</p> <p>(...)"</p> <p>Il a cependant été constaté, lors de l'inspection que les volumes stockés sur la plateforme sont visiblement trop importants. En effet, il a été constaté sur la partie sud du stockage que les tas de gypse sont maintenus par des palettes de plaques. Ce dispositif était effondré par endroit.</p>



Considérant la difficulté d'interprétation de la prescription, en particulier, la terminologie "gypse artificiel" et considérant l'état du stockage de gypse. Il paraît vraisemblable que lorsque la prescription a été notifiée (2001), la plateforme de stockage n'était prévue que pour accueillir du gypse synthétique.

L'ajout de gypse recyclé, n'était vraisemblablement pas prévu. Ces points, ont été discutés avec l'exploitant le jour de l'inspection. L'exploitant était alors dans l'incapacité d'apporter des éléments d'explication.

À la suite de ces constats, il est proposé de modifier la prescription afin de ne plus distinguer la nature du gypse présente et que le volume total de matériaux présent sur cette zone soit limitée à 80 000 t.

**Type de suites proposées :** Prescription inadaptée